

L'association généraliste entre la Suède et la France

Créée en 1967, l'Association franco-suédoise pour la recherche (AFSR), qui a participé à l'organisation de plus de 180 manifestations, contribue efficacement à la fécondation réciproque des travaux scientifiques et techniques dans les deux pays. Au-delà, elle illustre parfaitement le rôle d'une institution bilatérale dans le processus actuel de mondialisation.

**par Erik Sandewall,
Professeur à l'université de Linköping (sciences informatiques),
Président du Conseil scientifique de l'INRIA
et Bertil Aronsson,
Professeur (sciences des matériaux),
Ancien Vice-Président de l'Académie Royale Suédoise des Sciences
Ancien Président de la Fondation pour la recherche stratégique (SSF)**

NDLR : Cet article a été traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier.

La France et la Suède ont une longue tradition de contacts et d'échanges dans les domaines de l'enseignement supérieur et de la recherche. Au Moyen Age, les jeunes savants suédois avaient une prédilection marquée pour l'Université de Paris, qui décerna son Doctorat à Jacob Ulfsson, lequel allait par la suite être nommé évêque et fonder en 1477 l'Université d'Uppsala, la plus ancienne de toute la Scandinavie. Après un déclin heureusement passager de l'enseignement universitaire, consécutif à la Réforme, l'Université bénéficia d'un soutien généreux au début du seizième siècle, et ceci stimula ses contacts avec l'étranger, en particulier avec des savants français. L'exemple le plus célèbre de ces contacts est la visite que Descartes effectua à Stockholm, dans les années 1650, au cours de laquelle les heures d'enseignement plus que matinales exigées de lui par la jeune reine Christine, combinées à un climat très froid, finirent par avoir un effet fatal pour l'organisme du philosophe français. Au dix-huitième siècle, la science suédoise avait atteint le niveau international, avec notamment son illustre représentant, le botaniste Carl von Linné (dont on célébrera bientôt – en 2007 – le tricentenaire de la naissance) et des savants français commencèrent à venir en Suède. L'expédition de Pierre-Louis Moreau de Maupertuis (1698 – 1759) en Suède septentrionale, en 1737 et 1738, est un des premiers exemples marquants de coopération scientifique franco-suédoise. L'Académie Royale Suédoise des Sciences (fondée en 1739), et surtout l'Académie Suédoise (fondée en 1786) se sont fortement inspirées de leurs homologues françaises.

Comme les riches archives de l'Académie Royale Suédoise des Sciences et de l'Institut Nobel le montrent, leurs collègues français ont toujours tenu une place éminente dans les nombreux contacts internationaux établis par les savants suédois tout au long de l'expansion scientifique particulièrement dynamique que connut le dix-neuvième siècle. D'un intérêt tout particulier est la correspondance relative aux premiers Prix Nobel, dont beaucoup furent attribués à des savants français, dont les plus illustres sont Marie et Pierre Curie.

Création et activités de l'AFSR

Après le chaos créé dans le monde par les deux guerres mondiales, la science suédoise était presque exclusivement orientée vers les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Tandis que l'Europe commençait à se reconstruire, on ressentit fortement en Suède le besoin de revigorer les anciens contacts avec la recherche européenne, notamment française. C'est à cette fin qu'en 1967 fut créée l'Association franco-suédoise pour la recherche, à l'initiative du Directeur de l'Académie Suédoise des Sciences de l'Ingénieur (IVA), Sven Brohult. Cette institution est cofinancée par des ministères et des agences gouvernementales, ainsi que par des entreprises privées, qui ont créé (en 1977) une fondation spécifique dont la finalité est de soutenir les activités de l'Association.

Le Conseil de l'AFSR, qui se réunit au moins une fois par an, comporte une section suédoise et une section française ; le Président de l'Association préside la section suédoise, et le

Vice-Président – la section française. Les membres du Conseil représentent les ministères français et les agences gouvernementales suédoises qui apportent un financement à l'AFSR. Les membres du Conseil de la Fondation industrielle sont choisis parmi les entreprises contributrices [voir : Annexe 1]. En dépit de son budget modeste (d'environ 100 000 euros par an), destiné principalement à assurer le salaire de son secrétariat composé d'un poste et demi, l'AFSR a joué un rôle essentiel de catalyseur des coopérations bilatérales aussi bien dans les domaines de la recherche fondamentale que dans ceux de la recherche industrielle ; en outre elle a beaucoup aidé à surmonter les obstacles administratifs et linguistiques qui se sont manifestés, principalement les premières années.

Avant d'en venir aux activités en cours et au rôle que les contacts bilatéraux seront appelés à jouer à l'avenir, et en particulier celui d'une association telle l'AFSR, il convient de citer quelques exemples des 180 manifestations organisées par l'AFSR (totalement ou en partie) depuis 1967 [voir : Annexe 2]. Comme le montre cette liste, divers thèmes ont été traités. Certaines conférences ont porté sur des thèmes transverses, tels les politiques nationales en matière de recherche, les politiques française et suédoise en matière de protection de l'environnement, la collaboration université – entreprise dans les domaines de la recherche et de l'innovation, et d'autres sur des thèmes spécifiques à certaines disciplines scientifiques, telles la recherche spatiale ou les nouveaux matériaux.

L'AFSR a été active, également, dans la collecte et la diffusion d'information relative à tout ce qui a trait à la recherche dans les deux pays, en particulier grâce aux bulletins hebdomadaires S&T Suède et S&T France. Elle a stimulé et organisé de nombreuses visites mutuelles de spécialistes des deux pays et elle a été d'une aide inestimable pour les personnes et les organisations en quête de correspondants

idoines dans le pays partenaire. Dans un rapport de 2001 qui mettait l'accent en particulier sur les échanges de postdoctorants (AFSR's Report n° 124), on trouvera une information très utile sur les organisations (vingt-huit agences et fondations suédoises, en plus des neuf universités suédoises les plus importantes) engagées dans des collaborations franco-suédoises en matière de recherche, ainsi qu'une liste des nombreux projets de coopération en cours, dont plusieurs s'inscrivent dans les projets européens (financés par l'Union européenne). Beaucoup de projets, sur la centaine énumérées dans ce rapport, ont été initiés grâce à d'anciens contacts liés à l'occasion de manifestations soutenues par l'AFSR.

Les activités

Conformément à ses objectifs, l'AFSR continue à initier et à permettre l'organisation de visites de spécialistes, de rencontres, de séminaires portant sur des sujets d'intérêt commun.

Voici des exemples d'activités récentes et envisagées :

- les technologies de l'information en Suède (visite de M. N. Jacquet, Délégué général de la DATAR, à la suite d'une visite effectuée par une délégation de l'ADIMAC, en 2003) ;
- la visite d'une délégation française venue étudier l'enseignement électronique (e-learning) en Suède ;

- l'échange de professeurs, en collaboration avec les Fondations Wenner-Gren ;

- le séminaire du Groupe des pays nordiques de la

Conférence des Grandes Ecoles et de l'organisation homologue suédoise, SKUF ;

- le séminaire sur « *Les avancées récentes en matière de matériaux et de composants métalliques* », avec le Professeur Ericsson de l'Université de Linköping et les Professeurs Pineau et Bienvenu de l'Ecole des Mines, coordinateurs ;

- la tenue d'un séminaire portant sur « le système des retraites », ou sur « les conditions de vie des personnes âgées »

dans les deux pays a été étudiée, à l'initiative du président de la fondation industrielle de l'AFSR ;

- une visite portant sur la gestion des déchets nucléaires radioactifs en France, dans la continuité de la visite d'une délégation française effectuée en Suède en 2003 ;

- la poursuite de la collaboration entre l'Université d'Uppsala et le laboratoire du CNRS / Thales sur les matériaux magnétiques, qui se manifeste par des séminaires, des échanges d'étudiants chercheurs (etc.) ;

- des discussions bilatérales portant sur les politiques de la recherche sont prévues, à la suite de contacts entre le président de l'AFSR et le Secrétaire d'Etat (suédois) pour l'Education et la Recherche.

Il convient de noter également des échanges résultant de contacts établis dans les domaines de la biodiversité (entre l'INRA et l'agence suédoise FORMAS), des véhicules électriques (suivi de symposiums passés), d'aéronefs sans pilotes, ou portant sur le thème « science et télévision », inspiré par le symposium intitulé « *Le Prix Nobel au service de la vie* », ou encore sur les politiques en matière d'innovation et de développement durable.

Même si l'anglais est devenu de nos jours d'une manière irrévocable la langue scientifique dominante (c'est d'ailleurs également le cas dans la plupart des autres activités internationales), une bonne connaissance des langues des autres grandes civilisations est tout aussi nécessaire, ne serait-ce qu'en raison du développement des échanges au sein de l'Union européenne, dont une minorité seulement des habitants ont l'anglais pour langue maternelle. L'AFSR ne s'est pas engagée directement dans l'encouragement à l'étude du français auprès des étudiants et des chercheurs suédois, mais, grâce à ses activités, elle a sans nul doute motivé beaucoup de Suédois à perfectionner leur connaissance du français, leur permettant ainsi de tirer un bénéfice optimum de leur séjour en France. Dans le domaine scientifique, le progrès dépend aussi, dans une grande mesure, des conversations qu'on peut avoir dans des cafés ou des restaurants. Il est de tradition de tenir les réunions de l'AFSR

en français, mais afin de ne pas décourager les nouveaux participants suédois, on y utilise aussi parfois l'anglais. Dans les échanges de l'association homologue germano-suédoise, l'allemand est la langue prédominante (mais il faut préciser que l'allemand est plus facilement compréhensible pour les Suédois).

Quelle que soit la politique choisie par l'AFSR, ses activités auront pour effet d'amener de plus en plus de Suédois à apprendre le français, au bénéfice de la qualité de leur participation dans des projets de recherche européens.

Evaluation de l'AFSR

La Direction générale de la coopération internationale et du développement du ministère français des Affaires Etrangères a confié à Claude Trink la mission d'évaluer le soutien apporté par la partie française à l'Association. Claude Trink a exposé ses constatations dans un rapport détaillé publié en mai 2004, intitulé « *Evaluation rétrospective de l'appui français à l'AFSR* » et dit avoir été impressionné par la compétence et l'efficacité de l'AFSR ; il a formulé des recommandations allant dans le sens d'une poursuite des subventions françaises. Il a souligné qu'un budget minimum et garanti est nécessaire à une association telle l'AFSR pour en garantir la pérennité, mais que l'accroissement de projets financés par des contributions spécifiques (qui représentent d'ores et déjà une part substantielle des rentrées d'argent de l'AFSR) devrait être considérée comme une priorité. Pour l'évaluateur, la représentation française au Conseil d'administration devrait être renforcée et la bonne collaboration déjà existante entre l'AFSR et l'Ambassade de France à Stockholm davantage développée. En particulier, il suggère que l'AFSR pourrait participer à une collaboration franco-suédoise approfondie dans le domaine de l'innovation, car l'Agence suédoise chargée de cette activité, VINNOVA, a un représentant au Conseil d'administration de l'AFSR. Il a également mentionné le fait que les contacts établis par la France dans la dynamique Europe du Nord (y compris les Etats baltiques et la Russie du Nord-Ouest) sont

susceptibles de stimuler, à l'avenir, des échanges et des collaborations en matière de recherche.

Ceci nous conduit tout naturellement à la question – cruciale – du rôle que peut jouer aujourd'hui une association de recherche bilatérale, en ces temps où les chercheurs affichent les résultats de leur recherche sur une page web, les rendant de ce fait immédiatement disponibles pour leurs collègues du monde entier. Ce phénomène a remplacé dans une très grande mesure des activités naguère assurées par des organismes bilatéraux ou multilatéraux, ainsi que par des réseaux informels. Voici seulement quelques décennies, les barrières linguistiques et bureaucratiques (par exemple, dans les contacts entre le Japon et l'Union soviétique) rendaient la communication avec des collègues étrangers difficiles sans l'aide d'organisations bilatérales (officiellement reconnues). Aussi, à ses débuts, l'aide de l'AFSR a souvent été nécessaire lorsqu'il s'est agi de convenir de visites et de l'organisation de stages dans les laboratoires du pays partenaire. Dans un monde où tout le monde a accès au réseau Internet, ce n'est plus le cas. Aussi, de quelle utilité pourrait bien être une association telle l'AFSR, de nos jours et à l'avenir ?

De l'importance des contacts dans l'aire de l'innovation

Un des problèmes posés à notre société de l'information actuelle tient à ce que les personnes sont saturées d'information et qu'il n'est pas immédiat de trouver le meilleur interlocuteur ni d'apprécier de manière correcte les différentes manières d'agir et de communiquer, y compris au sein de l'Union européenne. Une association telle l'AFSR, avec son expertise, pourrait grandement contribuer à désembrouiller cette situation et permettre de trouver les contacts adéquats et d'aplanir les difficultés découlant de différences linguistiques et « culturelles ».

Il est de tradition de tenir les réunions de l'AFSR en français, mais on y utilise aussi parfois l'anglais

Ceci vaut à la fois tant pour les négociations portant sur la politique future de l'Union européenne en matière de recherche que pour des questions plus spécifiquement nationales, où un échange d'expériences s'avère mutuellement bénéfique.

Les politiques de recherche (avec toutes leurs répercussions sur l'ensemble des sociétés concernées) occuperont une place centrale dans tous les pays européens et seront de plus en plus influencées par les actions européennes

conjointes dans ce domaine. Quels seront les budgets et les priorités, dans les futurs « programmes cadres » européens de recherche et développement ? Dans quelle mesure devront-ils être harmonisés avec une politique visant à renforcer l'industrie européenne ou encore devront-ils carrément s'inscrire dans les actions visant à atteindre les objectifs fixés par le célèbre sommet de Lisbonne, en 2000, qui ambitionnent de faire de l'Europe la société la plus compétitive et éduquée au monde – un objectif qui, jusqu'ici a produit plus de mots que d'actes ? Comment la société des TIC influence-t-elle la publication et l'archivage des résultats d'expérimentations scientifiques ? Quelle devrait être une politique visant à encourager l'innovation – si importante pour la croissance économique – afin de rétablir l'équilibre face à une recherche visiblement guidée par la curiosité et l'amour de l'art ? Quel rôle pour la recherche dans les futures politiques européennes en matière de changement climatique et de protection de l'environnement ? Quelle contribution la recherche peut-elle apporter à l'élucidation des problèmes posés à une société multiculturelle ? Ou encore à une société connaissant une augmentation rapide du nombre de ses personnes âgées ? Un conseil conjoint européen de recherche est-elle une bonne idée pour organiser la recherche fondamentale (laquelle est potentiellement importante pour trouver des réponses à beaucoup de ces questions) et, ce faisant, pour faire face à la concurrence, venue en particulier des Etats-Unis où

le NIH et le NSF jouent un rôle fondamental dans l'attraction vers l'Amérique des meilleurs équipes de chercheurs ? Une tâche bien plus concrète incombe à chaque pays : l'harmonisation des programmes nationaux de recherche avec les programmes financés par l'Union européenne. Quel est la proportion adéquate entre la recherche-développement nationale et la recherche-développement européenne ? Quelle méthode chaque pays doit-il utiliser afin de trouver la pondération optimale entre le soutien à une recherche satisfaisant aux critères internationaux les plus élevés et une recherche – développement plus ciblée sur le développement régional ?

Ce sont là d'excellentes raisons pour renforcer les contacts bilatéraux entre la France et la Suède, dans le cadre de la discussion de ces vastes questions, tant à l'échelle nationale qu'europpéenne. Comme le montre l'énumération des différentes manifestations, l'AFSR a facilité (et même parfois initié) des rencontres sur des thèmes afférents aux politiques européennes en matière de recherche – comme par exemple la place des R&D nationales dans le contexte européen, la collaboration franco-suédoise au sein de l'Agence Spatiale Européenne, la coopération industrie / université en matière de recherche, etc. – et elle pourrait continuer à jouer un rôle non négligeable en favorisant de telles rencontres à l'avenir. Dans son rapport d'évaluation, Claude Trink a mis l'accent tout particulièrement sur l'impor-

tance des contacts dans l'aire de l'innovation (contacts qui devraient concerner notamment la prise de dispositions permettant d'assurer une meilleure protection des droits immatériels).

La place de l'éducation supérieure et de la recherche dans une politique de développement des régions qui ont été touchées par les restructurations industrielles récentes et qui risquent fort d'être particulièrement affectées par les délocalisations en cours est un sujet d'une actualité brûlante. Les contacts franco-suédois permettant des échanges mutuels d'expérience sur

L'AFSR a facilité des rencontres sur des thèmes afférents aux politiques européennes en matière de recherche

ces problèmes sont nombreux ; nous citerons à titre d'exemple la collaboration établie entre la Lorraine et la province du Nord de la Suède sur ces questions, dans le cadre de l'Ecole Européenne d'Ingénieurs en Génie des Matériaux [EEIGM] de Nancy.

Des ressources trop limitées

En raison de leur importance cruciale, les questions évoquées ici requièrent l'implication de plusieurs ministères, agences gouvernementales, entreprises publiques et privées. Le rôle de l'AFSR, dont les ressources sont très limitées, devrait consister à proposer un lieu de discussion, une sorte de forum, où, quand c'est nécessaire, certains de ces acteurs puissent se rencontrer afin d'échanger leurs points de vue et éven-

tuellement faire les premiers pas en vue d'une collaboration plus étendue. L'expérience a montré que l'association a très efficacement suscité et organisé des visites individuelles et de délégations et organisé divers colloques auxquels ont participé des Français et des Suédois. On peut regretter parfois l'absence d'un suivi organisé de ce type d'activités, qui résultent souvent d'initiatives ponctuelles. Mais, en contrepartie, l'un des atouts de l'ASFR est sa capacité à agir rapidement afin de satisfaire aux demandes de dernière minute qui lui sont adressées.

Comme l'a diagnostiqué le rapport d'évaluation de Claude Trink, l'efficacité dans ce type d'activité requiert un budget suffisant, à même de faire fonctionner un secrétariat qui, en plus de la diffusion permanente de l'information utile aux organisations françaises et suédoises concernées, ait la capacité de mobiliser rapidement des ressources, également pour des activités d'une nature plus « imprévue ».

Annexe 1

Le Comité Directeur de l'AFSR est composé de membres à titre personnel dont le Président, M. Erik SANDEWALL (Professeur, Université de Linköping) et le Vice-Président, M. Jacques LÉVY (ex-Directeur de l'ENS des Mines de Paris), ainsi que de membres à qualité représentant les organismes suivants :

Suède :

- le Conseil de recherche sur l'environnement et les sciences agronomiques (FORMAS),
- l'Agence des systèmes de l'innovation (VINNOVA),
- l'Académie royale des sciences de l'ingénieur (IVA),
- l'Académie royale des sciences (KVA),
- l'Administration du matériel de la défense (FMV).

France :

- le ministère des Affaires Etrangères (MAE),
- le ministère de l'Industrie (MINEFI),
- le ministère de la Recherche (MENR),

- le Centre national de la recherche Scientifique (CNRS),
- l'Institut national de la recherche agronomique (INRA),
- l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM),
- l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA),
- le Centre national d'études spatiales (CNES),
- l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Le Conseil de la Fondation industrielle de l'AFSR est composé de représentants des sociétés membres. Le Président est Olof C SJÖSTRÖM et le Vice-Président, Gilbert SCHORSCH.

Annexe 2

Depuis 1967, l'AFSR a participé à l'organisation de plus de 180 manifestations.

Citons à titre d'exemples :

- 1984 – « Science, technologie, industrie – An 2000 », colloque organisé à l'occasion de la visite du Président François Mitterrand.
- 1987 – « Journée High Tech » organisée à Lyon à l'occasion du 20^e anniversaire de l'AFSR, en présence de S.E. l'Ambassadeur de Suède et de M. Peter Wallenberg, Président de la Fondation industrielle de l'AFSR.
- 1990 – « Société, industrie et environnement », symposium organisé par l'académie IVA et le CADAS, en présence de S.M. le Roi Carl XVI Gustaf de Suède et de M. Hubert Curien, Ministre de la Recherche et de la Technologie.
- 1994 – « Infrastructure, société et environnement », symposium IVA – CADAS organisé à l'Académie des Sciences à Paris et inauguré par S.M. le Roi Carl XVI Gustaf de Suède.
- 1996 – « Approche franco-suédoise de l'Espace », séminaire organisé en coopération avec le CNES et l'agence spatiale suédoise SNSB.
- 1997 – « Politiques nationales en matière de R&D dans l'Europe de demain », séminaire organisé à l'occasion du 30^e anniversaire de l'AFSR.
- 1998 – « Les nouvelles lignes directrices de la politique française de la recherche » avec la participation de

M. Vincent Courtillot, Conseiller spécial auprès du Ministre, C. Allègre.

1999 & 2000

Participation à « IT-Visions », deux conférences organisées à l'initiative de S.E. l'Ambassadeur de Suède à Paris et qui ont généré une quinzaine de missions d'étude dans le domaine des TIC en Suède.

2000 – Forum Nordique, manifestation organisée à l'occasion de la visite du Président Jacques Chirac à Stockholm.

2001 – « Recherche et déplacements durables », séminaire organisé en coopération avec l'agence VINNOVA et la DRAST (ministère des Transports).

2002 – « La forêt multifonctionnelle », séminaire organisé par l'INRA et le conseil de recherche FORMAS.

2003 – « Le Prix Nobel au service de la vie », colloque organisé à l'initiative de S.E. l'Ambassadeur de Suède en présence de S.A.R. la Princesse Victoria de Suède.

2004 – « La gouvernance des établissements d'enseignement supérieur », 7^e rencontre dans le cadre de la coopération entre le groupe Pays nordiques de la CGE et le comité suédois de liaison SKUF.

2004 – « Les avancées récentes dans les matériaux et composants métalliques », 6^e séminaire d'une série démarrée en 1969.

